

Lettre de Jean Monnet à Pierre Werner (Paris, 26 août 1971)

Légende: Le 26 août 1971, Jean Monnet, président du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (CAEUE), adresse à Pierre Werner, président du gouvernement, ministre des Finances du Luxembourg et membre actif du CAEUE, une lettre dans laquelle il fait part de ses observations au sujet de la crise monétaire internationale.

Source: Archives familiales Pierre Werner, Luxembourg.

Copyright: (c) Archives familiales Pierre Werner

URL: http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_jean_monnet_a_pierre_werner_paris_26_aout_1971-fr-2674786d-b3c7-4212-8a77-a6170f18e471.html

Date de dernière mise à jour: 19/12/2013

COMITÉ D'ACTION
POUR LES
ÉTATS-UNIS D'EUROPE

727 52-36
553 24-64

83, AVENUE FOCH, PARIS XVI^e

26 Août 1971

Ministre d'Etat
ENTRÉ LE 31 AOÛT 1971
No. 16/6/71

Mon cher Président,

Comme vous le savez, nous traversons une crise grave. La réunion des Ministres des Finances à Bruxelles la semaine dernière n'a pas abouti.

Je vous écris ce mot rapide et court car les événements nous pressent. Dans les incertitudes actuelles, deux points me paraissent évidents :

1° Il est urgent - et possible avec un minimum de bonne volonté réciproque ainsi que la proposition du Benelux l'a montré - que les Six et la Grande-Bretagne se mettent d'accord pour établir des parités fixes entre leurs monnaies et pour d'finir une relation collective de leurs monnaies avec le dollar, ce qui nécessite un minimum d'organisation monétaire ;

2° Si des négociations devaient à un moment donné s'engager avec les Etats-Unis au sujet de la surtaxe qui frappe les exportations aux Etats-Unis, ces négociations éventuelles devraient être conduites collectivement, conformément au Traité de Rome.

La Communauté présenterait ainsi - comme ce fut le cas dans le Kennedy Round - un front commun évidemment plus fort qu'il pourrait l'être des représentations nationales. En outre, par des arrangements particuliers on risquerait de

. / .

créer entre les pays du Marché Commun une discrimination contraire au principe d'égalité qui est à la base même de la Communauté européenne.

avec mes meilleures salutations,

Jean Monnet

Jean Monnet

P.S. Je vous remets ci-joint le texte d'une interview que la Télévision Française m'a demandée sur ces questions.

Monsieur Pierre WERNER
Ministre d'Etat
Président du Gouvernement du Grand Duché du Luxembourg

LUXEMBOURG

Grand Duché

INTERVIEW DE M. JEAN MONNET

par François-Henri de Virieu

Diffusée le lundi 23 août 1971 à TELE-MIDI

F.H.V.: Monsieur, les Six n'ont pas réussi à trouver un accord monétaire, la semaine dernière. Pensez-vous que ce soit là un événement grave pour l'Europe ?

J.M.: C'est un événement grave pour l'Europe. Depuis longtemps il s'agissait de trouver la forme d'un marché européen monétaire. Cette forme n'a pas été trouvée. Ce qui est plus grave, c'est qu'il y a désaccord entre les grands de la Communauté. A mon avis, peu importe le système pourvu que ce soit le même pour tous.

F.H.V.: A qui incombe les responsabilités ?

J.M.: Vous savez, je crois qu'elles incombent à tout le monde. Je pense - si j'en crois ce que les journaux écrivent et ce que les gens qui assistent aux réunions rapportent - que c'est essentiellement l'Allemagne et la France. Or, pour la réorganisation européenne, pour notre avenir, l'accord avec l'Allemagne est essentiel. Il n'y a pas besoin de revenir sur le passé. L'Allemagne s'ancre à l'Ouest. La Communauté européenne comprend la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, les pays de Benelux. C'est une chose. L'Europe sans l'Allemagne, ça n'est plus la même chose et sans la France non plus.

F.H.V.: Le conflit est-il strictement monétaire ou y a-t-il des divergences de vue des pays d'Europe sur la nature des rapports à avoir avec les Etats-Unis ?

J.M.: Je ne le crois pas. Je pense que la divergence est monétaire et technique. Vous savez, je comprends très bien qu'on discute des relations à avoir avec les Etats-Unis. Pour moi, pourtant, je pense qu'il existe un lien entre les Etats-Unis et l'Europe. Eux, comme nous, gèrent les affaires publiques selon les mêmes principes. Alors il y a - il doit y avoir - des divergences d'intérêts mais je dis que les relations possibles, la coopération fructueuse, viennent du fait que l'Amérique et l'Europe gèrent leurs affaires selon les mêmes principes.

Maintenant que l'Amérique se considère la plus forte - et elle le dit - je crois que c'est une grave erreur, que c'est dangereux de vouloir être le premier. Il faut qu'elle se trouve en face d'interlocuteurs qu'elle considère à égalité de force avec elle-même, tout du moins, des interlocuteurs qui aillent dans le sens de l'égalité et l'Europe le fait. Si l'Europe se présente unie comme elle l'avait fait au Kennedy Round....

./.

- 2 -

F.H.V.: C'est-à-dire à Genève, pour les négociations tarifaires ?

J.M.: Comme pour les négociations tarifaires. Les Six pays avaient à cette occasion nommé un négociateur qui avait négocié au nom des Six. La même chose peut se faire aujourd'hui, à condition que les Six se mettent d'accord entre eux. C'est là le problème.

F.H.V.: Est-ce que les Européens veulent l'Europe ?

J.M.: Je crois. Le peuple la veut, certainement. En Allemagne, il y a eu récemment, un débat au Bundestag où les deux partis, qui sont très opposés sur d'autres questions, se sont prononcés en faveur de l'organisation européenne. Alors, il faut la faire. Nous sommes dans une phase où les décisions dépendent des gouvernements. C'est à ces gouvernements de se décider.

F.H.V.: Est-ce que vous pensez que la France (ou une autre nation européenne) peut tenir tête seule aux Etats-Unis ?

J.M.: Je ne le crois pas. D'ailleurs, vous n'avez qu'à voir la force de l'Amérique, sa richesse, ce qu'elle représente dans le monde et au point de vue monétaire. Comment voulez-vous que la France, ou une autre nation européenne...

Dans toute tractation, entre les individus ou entre nations, il faut une certaine égalité. Tout au moins, il faut que l'on croie qu'on va vers une certaine égalité. L'Europe a intérêt à donner à l'Amérique le sentiment qu'elle va vers l'égalité, et que par conséquent on doit tenir compte d'elle. L'Amérique le fera, mais il faut pour cela que l'Europe s'unisse. Elle n'en était pas loin. Il faut se mettre d'accord sur cette union.